Richard Gauthier, *Le devenir de l'art d'église dans les paroisses catholiques du Québec. Architecture, arts, pratiques, patrimoine (1965-2002)*

Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, 183 p.

Michèle Baussant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/10743>

DOI : 10.4000/assr.10743

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 157-310

ISBN : 978-2-7132-2145-3

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Michèle Baussant, « Richard Gauthier, *Le devenir de l'art d'église dans les paroisses catholiques du Québec. Architecture, arts, pratiques, patrimoine (1965-2002)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 140 | octobre - décembre 2007, document 140-36, mis en ligne le 02 juillet 2008, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/10743> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.10743>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Richard Gauthier, *Le devenir de l'art d'église dans les paroisses catholiques du Québec. Architecture, arts, pratiques, patrimoine (1965-2002)*

Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, 183 p.

Michèle Baussant

- 1 L'ouvrage de Richard Gauthier nous invite à explorer l'évolution de l'art d'église au Québec dans les paroisses catholiques, tradition artistique qui a environ quatre cent ans. Cette évolution s'accompagne d'une remise en question de l'héritage tridentain et participe dans le même temps à la fois au renouveau liturgique qui touche alors l'Église avec le concile Vatican II, et le Québec lui-même. Là, à partir des années 1970, s'amorcent des démolitions ou des ventes de biens immobiliers ecclésiastiques dans la Province, qui pour être relativement « marginales » – l'auteur recense ainsi entre la fin du concile en 1965 et la fin 2002, la vente d'une cinquantaine d'églises paroissiales dans les vingt-deux diocèses du Québec – n'en témoignent pas moins des mutations culturelles, politiques et économiques qui touchent le Québec dans sa « Révolution tranquille ». Elles attestent aussi la crise que traverse l'Église catholique, tant au niveau des pratiques religieuses, que dans la diminution de la construction des églises et la désaffection des fidèles, avec son corollaire, la difficulté grandissante d'entretenir et de préserver les biens ecclésiastiques, meubles et immeubles.
- 2 L'entreprise de modernisation qui est le « maître mot » de cette Révolution tranquille est étroitement liée, comme le souligne l'auteur, en ce qui concerne les mutations de l'art d'église au Québec, à l'inscription progressive de l'art d'église au cœur des enjeux patrimoniaux. Partant de ce constat, l'ouvrage se déploie en trois parties, s'appuyant sur des sources diverses telles que les procès-verbaux des comités d'art sacré et un travail de terrain dans quatre diocèses du Québec.
- 3 La première partie, s'appuyant sur l'étude des comités d'art sacré de Québec et de Montréal, institués respectivement par leurs évêchés en 1937 et en 1970 comme

instances consultatives pour les questions relatives à l'art d'église, s'intéresse au glissement des impératifs liturgiques vers la sauvegarde des biens patrimoniaux, lequel est aussi commandé par l'idée d'un rapprochement avec des fidèles de plus en plus sensibilisés à la question patrimoniale. Or pour les institutions ecclésiales, il semble clair dans le même temps que la pastorale prime sur la conservation et l'entretien des biens dont elles sont propriétaires. Dans cette province canadienne, s'observe un transfert partiel au gouvernement provincial des responsabilités jusqu'alors assumées par le clergé catholique, par le biais notamment de la Fondation du patrimoine religieux en 1995, chargée de gérer les subventions étatiques accordées.

- 4 Ce partenariat avec l'État, s'il n'est pas inédit, s'appuie sur des considérations nouvelles, mettant l'accent sur le fait que les biens d'Église, s'ils restent la propriété de cette dernière tant qu'ils ne sont pas « désacralisés », constituent *in fine* le patrimoine des citoyens. Richard Gauthier montre ici comment le maintien de la fonction culturelle des églises s'accompagne de sa « conversion » en biens culturels, relevant de la compétence de l'État, laquelle peut aller jusqu'à autoriser une utilisation « profane » des lieux. L'inscription de l'art d'église dans le champ patrimonial confère à ce dernier une multiplicité de sens qui lui sont attribués en dehors des cadres institués par l'Église, engendrant une tension entre l'attention portée aux valeurs patrimoniales et la moindre importance accordée à la liturgie : « les autorités ecclésiastiques en viennent même à défendre la fonction culturelle des églises en la rendant crédible au nom de valeurs profanes : d'une part, le culte est présenté comme un phénomène culturel et, à ce titre, admissible aux subventions gouvernementales ; d'autre part, le culte est présenté comme un savoir-faire, relevant du patrimoine immatériel... » (pp. 7-8). Cette « conversion » représente une forme stratégique pour la conservation à long terme des églises et des biens meubles considérés comme ayant un intérêt patrimonial particulier. Elle conduit à une sélection des églises paroissiales destinées à demeurer des lieux de culte, tandis que d'autres connaîtront un réaménagement partiel ou total, ou seront vendues, plutôt que d'être démolies.
- 5 La deuxième partie se penche sur les pratiques nouvelles qui découlent de l'émergence de la conscience patrimoniale et des idées véhiculées par la Révolution tranquille. Les lieux de culte accueillent désormais diverses activités artistiques et de nouveaux rituels ou s'inscrivent dans les circuits touristiques. Cette ouverture permettrait à la fois de garantir la continuation de l'exercice du culte tout en favorisant des pratiques qui s'adressent à un plus grand nombre de citoyens, Elle confère à ces lieux un caractère « communautaire », tendance déjà amorcée après la Seconde Guerre mondiale. Comme le montre l'auteur, la coexistence de l'exercice du culte avec d'autres activités conduit à la préservation de certaines églises, qui confirment par ce biais leur statut public et leur fonction sociale.
- 6 Enfin, la troisième partie s'intéresse à l'évolution des formes architecturales, à travers l'analyse, dans les diocèses de Québec, de Sherbrooke, de Montréal et de Saint-Jean-de-Longueuil, des constructions d'églises entre 1985 et 2002 ou d'entreprises de réaménagement d'églises paroissiales. Cette étude amène l'auteur à constater une faible dynamique de renouveau dans la construction, liée notamment à la limitation des budgets accordés, tandis que les réaménagements font davantage preuve d'innovations : aménagement de chapelles d'adoration, qui permettent de séparer le lieu de recueillement et le lieu de rassemblement liturgique ; importance donnée à la dimension de « centre communautaire » des églises paroissiales, impliquant parfois un

réaménagement liturgique de l'espace intérieur... Sans être nécessairement irréversibles, ces remaniements partiels permettent de conserver ainsi des églises qui sont considérées comme ayant une « faible » valeur patrimoniale.

- 7 D'un intérêt réel pour ceux qui travaillent sur l'histoire de l'art d'église dans les paroisses catholiques du Québec, cet ouvrage offre un panorama sur les relations entre l'Église catholique, les mutations de la société québécoise, après le concile de Vatican II, l'émergence de l'intérêt patrimonial, la consolidation du partenariat avec l'État et l'évolution d'espaces consacrés à la liturgie en hauts lieux du patrimoine québécois.
- 8 Néanmoins, l'analyse hésite entre l'annonce d'une disparition d'une tradition artistique pluriséculaire et la démonstration de sa force d'acculturation et d'adaptation, ce qui affaiblit en quelque sorte l'argumentation. On aurait aimé également que l'ouvrage insiste davantage et plus clairement dans sa problématique sur la dynamique des liens entre patrimoine et art d'église au Québec, qui apparaissent ici centraux, et leur spécificité par rapport à d'autres pays qui connaissent aussi un processus de sécularisation et s'interrogent sur l'idée de la dé-liaison entre culture et religion. Quelques éléments de contextualisation plus poussés sur l'histoire du Québec et des relations entre la construction de cette province, la question nationale et l'Église catholique, lesquels apparaissent en filigrane, auraient été aussi les bienvenus. Ainsi, le fait d'apprendre sans plus de précisions, et au conditionnel, que « le renouveau architectural que constituent les réaménagements partiels d'églises paroissiales serait à interpréter à la lumière des stratégies de repositionnement de l'institution ecclésiale par rapport aux mutations socioculturelles en cours au Québec » (151) nous laisse un peu « sur notre faim ». Mais les spécialistes de la question y trouveront sans aucun doute les éléments nécessaires à nourrir leur réflexion sur un sujet qui, en dépit de l'étroite spécialisation que le titre suggère, pose de nombreuses questions, au Québec et dans d'autres contextes, quant à la notion de modernité, comme fin de la référence à la religion, à la place du patrimoine et à la mutation de biens considérés comme « sacrés » en d'autres fonctions, aux liens entre construction nationale et institutions religieuses.